

la Francophonie ont favorisé une sensibilisation accrue à l'importance de la présence francophone dans la région.

Le commerce et les investissements demeurent au centre de nos intérêts dans la région. L'investissement canadien direct en Amérique latine est évalué à près de 2,5 milliards de dollars et la valeur marchande courante des actifs sous la gouverne de ces intérêts est beaucoup plus élevée¹. La région de l'Amérique latine et des Antilles compte actuellement pour 2 % de nos exportations de marchandises, et la majeure partie de ce volume vise seulement une demi-douzaine de pays. On estime que cette proportion doublera d'ici la fin de la décennie (voir le diagramme 1), hausse considérable mais réaliste. À cet égard, les échanges récents, même en comparaison d'autres régions, sont tout de même très importants. Ainsi, nos exportations de marchandises entre 1987 et 1992, à destination des six pays andins, ont atteint 5,2 milliards de dollars, contre 8,3 milliards de dollars à destination du groupe régional ANASE, même si la population de ce dernier est trois fois plus importante et si les pays andins essaient de s'ajuster, avec plus ou moins de succès, à la crise de l'endettement régional. Pour sa part, le tourisme entre le Canada et l'Amérique latine ainsi que les Antilles a progressé radicalement depuis 1970, surtout, mais non exclusivement, vers le Sud.

D'autres liens importants ont été tissés. Les missionnaires canadiens (de foi aussi bien catholique que protestante) ont depuis longtemps administré la foi et favorisé le développement primaire dans la région, tout en prenant une place de plus en plus influente dans le lobbying exercé au Canada pour améliorer les droits humains et faire connaître leur propre vision du développement économique en Amérique latine (ex. : le Comité inter-Églises sur les droits humains en Amérique latine). Plus récemment, les peuples autochtones d'Amérique ont développé une conscience accrue de leurs préoccupations et intérêts communs. L'année 1993 a été proclamée l'Année internationale pour les peuples autochtones par les Nations Unies. L'établissement d'autres contacts et la possibilité d'une coopération entre les premières nations du Canada et leurs pendants du reste de l'hémisphère ajoutent une dimension nouvelle et unique aux relations entre le Canada et l'Amérique latine. Cet aspect des relations avec les Amériques nécessite une attention de plus en plus grande.

¹ Au Chili, par exemple, où des investissements de l'ordre de plusieurs centaines de millions de dollars canadiens, notamment dans le secteur minier, se sont traduits par une emprise sur des sociétés d'une valeur estimative de 4 milliards de dollars CAN. Soulignons que c'est le valeur comptable plutôt que la valeur au cours du marché des fonds canadiens réellement investis qui est d'ordinaire utilisée pour déterminer l'investissement étranger direct (IED). Pour un pays comme le Brésil qui fait l'objet d'investissements canadiens depuis de nombreuses années, cette approche peut entraîner une sous-évaluation considérable de l'IED. Pour obtenir les données officielles relatives à l'IED canadien, consulter le catalogue n° 67-202 (1992) de Statistique Canada (tableau 9, pp. 67 à 72).